RAPPORT 2012 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE TOGO

Résumé analytique

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent la liberté de religion et, dans la pratique, le gouvernement a dans l'ensemble respecté cette liberté. La tendance en ce qui concerne le respect du gouvernement pour la liberté de religion n'a pas changé de manière significative pendant l'année.

Aucun cas de discrimination ou d'abus sociétaux en raison de l'affiliation, la croyance ou la pratique religieuses n'a été signalé.

L'ambassadeur et des responsables de l'ambassade ont rencontré des chefs religieux pour discuter de la liberté de religion et de la tolérance.

Section I. Démographie religieuse

Selon le recensement de 2010, la population s'élève à 6,2 millions d'habitants. Selon l'estimation de 2004 de l'université de Lomé, la population se compose à 33 % d'animistes traditionnels, à 28 % de catholiques, à 14 % de musulmans sunnites, à 10 % de protestants et à 10 % de membres d'autres confessions chrétiennes. Les cinq pour cent restants ne sont affiliés à aucun groupe religieux. De nombreux chrétiens et musulmans continuent de pratiquer des religions autochtones. Il est difficile d'obtenir des chiffres fiables du fait des migrations, ainsi que du fait que le gouvernement ne collecte pas de données ethniques ni religieuses.

La plupart des musulmans résident dans les régions centrale et du nord. Les chrétiens résident principalement dans la partie sud du pays. L'Union musulmane du Togo fait état d'une importante arrivée d'immigrants originaires de pays musulmans, mais le gouvernement ne collecte pas les statistiques nécessaires susceptibles de confirmer ou de réfuter cette revendication.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique et politique

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent la liberté de religion.

TOGO

Le gouvernement reconnaît le catholicisme, le protestantisme et l'islam comme religions d'État. Il exige que tous les autres groupes religieux, y compris les groupes adeptes des religions autochtones, s'inscrivent en tant qu'associations religieuses. La reconnaissance officielle en tant qu'association religieuse leur donne les mêmes droits que ceux dont jouissent les groupes catholique, protestant et musulman. Les groupes religieux officiellement reconnus bénéficient d'exonérations des droits à l'importation dans le cadre des projets humanitaires ou de développement.

Les organisations font une demande d'enregistrement auprès de la Direction des affaires religieuses du ministère de l'Administration territoriale. Le groupe religieux doit déposer les documents suivants : statuts, déclaration de doctrine, règlement intérieur, noms et adresses des membres de son conseil d'administration, accréditation religieuse du dirigeant du groupe, autorisation d'implantation sur site, relevé cadastral du site et état financier. Les critères de cette reconnaissance comprennent l'authenticité du diplôme du dirigeant religieux et, surtout, le comportement éthique du groupe qui ne peut contribuer à troubler l'ordre public. La Direction des affaires religieuses délivre aux associations et groupes religieux ayant présenté une demande d'enregistrement un récépissé de reconnaissance provisoire. Ceci autorise le groupe à pratiquer sa religion, sous réserve de complément d'enquête et de délivrance d'une autorisation écrite officielle, ce qui d'ordinaire prend plusieurs années. Le gouvernement n'aurait refusé aucune demande d'enregistrement pendant l'année.

Les groupes religieux doivent demander l'autorisation d'organiser de grandes cérémonies nocturnes, notamment lorsque celles-ci risquent d'entraver le passage sur la voie publique ou d'entraîner des activités bruyantes dans des quartiers résidentiels. Les pouvoirs publics ont couramment accordé ces autorisations. Les plaintes associées aux organisations religieuses sont traitées par le ministère de l'Administration territoriale, surtout en ce qui concerne les plaintes pour tapage nocturne liées à ces cérémonies ; le ministère dépêche les forces de l'ordre pour résoudre les problèmes.

L'éducation religieuse ne fait pas partie du cursus de l'enseignement public ; toutefois, les écoles catholiques, protestantes et islamiques sont nombreuses et leurs enseignants et autres personnels sont des fonctionnaires rémunérés par l'État.

La Constitution interdit expressément la création de partis politiques fondés sur la religion, l'appartenance à un groupe ethnique ou à une région.

TOGO

Le gouvernement observe les fêtes religieuses suivantes comme jours fériés nationaux : le lundi de Pâques, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, l'Assomption, l'Aïd al-Fitr, la Toussaint, la Tabaski (également appelée Aïd al-Adha ou Aïd al-Kabir), et Noël.

Pratiques gouvernementales

Aucun cas d'atteinte à la liberté de religion n'a été signalé.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Aucun cas de discrimination ou d'abus sociétaux en raison de l'affiliation, la croyance ou la pratique religieuses n'a été signalé et d'éminents dirigeants sociaux ont mis en place des mesures positives pour promouvoir la liberté de religion. Les membres de différents groupes religieux ont régulièrement invité leurs homologues à assister à leurs cérémonies respectives. Le mariage mixte entre personnes de groupes religieux différents est courant.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

L'ambassadeur et les représentants de l'ambassade ont abordé les questions de la liberté de religion et de la tolérance avec l'archevêque catholique de Lomé, le chef de l'Union musulmane du Togo et d'autres chefs de religions traditionnelles. Le 16 décembre, un fonctionnaire de l'ambassade des États-Unis a également prononcé un discours au Centre culturel islamique de Lomé, mettant l'accent sur l'importance de la liberté de religion et de la tolérance.